



# VEILLE ÉCONOMIQUE

ENVIRONNEMENT – ENERGIE – ENTREPRISES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE BERLIN

N°2 – Février 2022

## Sommaire :

### ● CLIMAT-ENERGIE- ENVIRONNEMENT-LOGEMENT .....2

1. L'Allemagne cherche à limiter sa dépendance énergétique envers la Russie .....2
2. Le gouvernement suspend North Stream II, les entreprises liées au projet se désengagent .....2
3. 9,5 Mds € pour la poursuite de l'aide aux bâtiments .....3
4. BAERBOCK réorganise la diplomatie climatique .....3
5. HABECK s'oppose à une baisse des impôts face à la hausse des prix de l'énergie..3
6. Risque de bulle immobilière, après une nouvelle hausse des prix de 14,3% en 2021....4
7. Les blocages routiers par les activistes de la "dernière génération" font polémique dans la coalition .....4

### ● TRANSPORTS.....5

1. Guerre en Ukraine : le secteur des transports lourdement impacté.....5
2. Deutsche Bahn : investissements records en 2022, acquisition de trains Siemens, hausse des coûts de Stuttgart 21 et départ de Ronald Pofalla .....6
3. Hausse attendue des fonds fédéraux aux Länder pour faire face aux crises .....7
4. Tesla reçoit l'autorisation pour lancer sa gigafactory, Volkswagen annonce une nouvelle usine de véhicules électriques.....7

5. Volkswagen prépare l'entrée en bourse de Porsche..... 7

6. Bosch investit 250 M€ supplémentaires dans les semiconducteurs..... 8

7. Avancées attendues pour les projets de ports GNL allemands ..... 8

### ● ENTREPRISES ET INTERNATIONAL..... 8

1. Les exportations allemandes sont plus élevées qu'avant la pandémie..... 8

2. Les entreprises demandent plus d'ouverture en matière d'immigration pour les emplois non qualifiés ..... 8

3. Zalando réalise pour la première fois un chiffre d'affaires de 10 milliards d'euros..... 9

4. Le patronat accueille avec méfiance la proposition de loi européenne sur la chaîne d'approvisionnement..... 9

5. La pandémie apporte une croissance record à l'industrie pharmaceutique .....10

6. Olaf Scholz annonce l'augmentation des dépenses de défense en réponse à la « guerre de Poutine » .....10

7. Les effets de la guerre en Ukraine sur les chaînes d'approvisionnement allemandes.... 11

8. Intel annonce la construction de deux usines de puces à Magdebourg..... 11

### ● NUMERIQUE-INNOVATION..... 11

1. Le sommet européen de l'espace s'est tenu le 16 février à Toulouse..... 11

- 2. La NetzDG est contraire au droit européen.....12
- 3. Gorillas veut lever 700 M\$ supplémentaires .....13
- 4. Evaluation des conditions de travail au sein des plateformes allemandes.....13

- 5. Un poste de cybersécurité sur six vacant dans l'administration fédérale.....13

## CLIMAT-ENERGIE- ENVIRONNEMENT- LOGEMENT

### 1. L'Allemagne cherche à limiter sa dépendance énergétique envers la Russie

Alors que 55% des importations allemandes de gaz, 50% du charbon et 35% du pétrole proviennent de Russie, le gouvernement fédéral a présenté une série de mesures pour réduire sa dépendance à la Russie, suite au déclenchement de la guerre en Ukraine. Afin de garantir la sécurité d'approvisionnement en gaz en diversifiant les sources, le chancelier Olaf SCHOLZ (SPD) a notamment annoncé la construction de deux terminaux méthanier, dont un qui sera financé à 50 % par l'Etat à Brunsbüttel. Par ailleurs, 1,5 Mds € ont été débloqués pour permettre l'achat, dans les plus brefs délais, de GNL. De son côté, le ministre de l'Économie et du Climat, Robert HABECK (Verts), a présenté un projet de loi sur la mise en place de réserves nationales de gaz pour l'hiver prochain. Concernant le charbon, une réserve nationale de 30 jours est en discussion. Pour le pétrole, environ 3% de la réserve nationale a été débloquée, en concertation avec l'Agence Internationale de l'Énergie. Enfin, toujours dans une optique de souveraineté énergétique, le

gouvernement fédéral a annoncé vouloir avancer l'objectif de 100% d'énergies renouvelables dans le mix électrique à 2035, contre 2050 actuellement et le ministre des finances Christian LINDNER (FDP) a annoncé avoir débloqué 200 Mds € d'ici 2026 pour la transition énergétique.

Mais ces mesures apparaissent insuffisantes aux yeux de nombreuses personnalités politiques. D'une part, plusieurs élus des Länder charbonniers (Rhénanie-du-Nord-Westphalie, Saxe, Saxe-Anhalt) demandent à retarder la fermeture de certaines centrales à charbon, dont la sortie est prévue « idéalement en 2030 ». D'autre part, le débat sur le nucléaire refait surface et plusieurs voix, notamment une partie de la CDU et de la CSU, en appellent à la prolongation des trois dernières centrales nucléaires allemandes, dont l'arrêt est prévu au 31 décembre 2022. Si R. Habeck a déclaré vouloir étudier ces options « sans tabou », ses dernières déclarations semblent privilégier l'option du maintien de certaines centrales à charbon dans la réserve de sécurité. Dans ce contexte, le chancelier a aussi exclu l'option d'un embargo total sur les importations d'énergie russe.

### 2. Le gouvernement suspend North Stream II, les entreprises liées au projet se désengagent

Alors qu'Olaf SCHOLZ avait dans un premier temps temporisé sur le sujet, lors de la montée des tensions à la frontière russo-ukrainienne, il a

finalement suspendu sine die le projet de gazoduc reliant directement la Russie à l'Allemagne par la mer Baltique, le 22 février, jour de la reconnaissance par la Russie des Etats séparatistes de l'est de l'Ukraine. « La Russie a créé une situation fondamentalement nouvelle », a-t-il déclaré pour justifier ce revirement, alors que l'agression militaire russe débutait deux jours plus tard. Cette décision marque une rupture dans la politique russe de l'Allemagne, a fortiori de la part d'un chancelier dont le parti avait érigé le projet « en quasi totem » de la relation russo-allemande. La semaine suivante, de nombreux partenaires économiques et institutionnels allemands se sont désengagés du projet. Manuela Schwesig (SPD), ministre-présidente du Mecklenburg-Vorpommern, Land dans lequel arrive le gazoduc, a annoncé le 27 février la dissolution de la *Fondation pour la Construction de North Stream II*. Le 2 mars, la filiale allemande de North Stream II AG, basée depuis peu à Schwerin, a fermé ses portes et l'entreprise Wintershall Dea a annoncé retirer son financement du projet.

### 3. 9,5 Mds € pour la poursuite de l'aide aux bâtiments

Après l'arrêt provisoire des subventions pour les bâtiments à haute efficacité énergétique par la KfW, l'Etat fédéral souhaite désormais débloquer 9,5 Mds € du budget supplémentaire pour le déroulement du programme sous des conditions modifiées. L'injection de fonds servirait à la poursuite de l'aide fédérale convenue par le gouvernement le 1<sup>er</sup> février, afin que la banque de développement KfW puisse à nouveau approuver les demandes. L'autorisation d'engagement s'élève à environ 9,543 Mds € pour les années 2023 à 2026. Cela peut être financé à l'aide de la réserve du Fonds

pour l'énergie et le climat (EKF), qui a été augmentée de 60 Mds € par le deuxième budget supplémentaire de 2021, sans qu'il y ait de coupes dans d'autres programmes. Le groupe parlementaire de la CDU estime que cette procédure est anticonstitutionnelle.

### 4. BAERBOCK réorganise la diplomatie climatique

Annalena Baerbock avait déjà à cœur, lors des négociations de coalition, de faire entrer la politique climatique internationale dans au ministère fédéral des Affaires étrangères, une nouveauté dans la répartition des portefeuilles. La politicienne des Verts a nommé l'ex cheffe de Greenpeace International Jennifer MORGAN comme représentante spéciale pour la protection internationale du climat. L'objectif est notamment de transformer les 226 représentations étrangères de l'Allemagne en « ambassades climatiques. » Avec cette nomination, des détails sur la restructuration de la politique climatique internationale au sein de son ministère sont désormais connus : Norbert GORIßEN, adjoint de Mme MORGAN, dirige la nouvelle division 4 pour la politique climatique extérieure, l'économie et la technologie. Celle-ci sera composée de six unités chargées, entre autres, de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, du financement climatique, des partenariats climatiques et des aspects sécuritaires de la politique climatique. N. Gorißen était auparavant sous-directeur pour la politique climatique internationale au ministère fédéral de l'Environnement.

### 5. HABECK s'oppose à une baisse des impôts face à la hausse des prix de l'énergie

Le ministre de l'économie et du climat, Robert HABECK (Verts), s'oppose à une baisse de la TVA ou de la taxe sur l'électricité pour atténuer les hausses des prix de l'énergie. Il considère notamment qu'« une prime d'urgence pour les enfants, versée aux familles les plus modestes, est bien plus ciblée qu'une baisse d'impôt globale qui profiterait également aux riches ». Il a également rappelé la nécessité de présenter « un budget équilibré » - et qu'il était « difficile de se débarrasser d'une telle baisse d'impôt ». Les prix de l'énergie actuellement élevés mettaient surtout les bas salaires « sous pression ». Le gouvernement a donc décidé d'alléger les charges, via l'allocation de chauffage qui sera versée pour les personnes à faibles revenus et le supplément mensuel immédiat prévu pour les enfants des familles précaires. En outre, la taxe EEG pour financer les EnR sera supprimée dès 1<sup>er</sup> juillet 2022 et dès lors financée sur budget fédéral (6,6 Mds €).

## 6. Risque de bulle immobilière, après une nouvelle hausse des prix de 14,3% en 2021

Les prix de l'immobilier résidentiel ont augmenté de 14,3 % en 2021, pour s'établir à 3140 euros le mètre carré en moyenne. C'est la sixième année consécutive que la hausse annuelle dépasse 9 % : en cumulé, depuis 2009, l'augmentation des prix à l'achat atteint +146 %. En parallèle, la hausse des loyers, malgré une situation très tendue dans les grandes villes, a freiné en 2021, progressant de 3,7 %. Le conseil des sages de l'immobilier alerte donc sur un risque élevé de bulle immobilière : le rendement d'un investissement aujourd'hui « passerait sous la barre du 0. » La menace est prise très au sérieux par le nouveau gouvernement : pour la première fois depuis 1998, un nouveau

ministère à part entière est dédié à ce sujet, occupé par Klara GEYWITZ (SPD), qui aura pour mission la construction de 400.000 nouveaux logements par an. En Allemagne, la moitié des habitants seulement (50,4% en 2020 selon Eurostat) sont propriétaires de leur logement, taux le plus bas de l'Union Européenne.

## 7. Les blocages routiers par les activistes de la "dernière génération" font polémique dans la coalition

À Berlin, à Hambourg et à Munich, les blocages des principaux axes routiers se sont multipliés au cours du mois de février. À l'origine de ces blocages, le mouvement écologiste « Aufstand der letzten Generation », littéralement « Révolte de la dernière génération ». Plus que l'ampleur du mouvement, c'est le retentissement politique de ces actions qui ont retenu l'attention de la presse à la mi-février. Interrogée à ce sujet, la ministre de l'Environnement Steffi Lemke, issue de l'aile gauche des Grünen, avait déclaré : « Il est tout à fait légitime de manifester pour défendre ses intérêts, y compris en recourant à des formes de désobéissance civile », avant de condamner toute forme de violence. Le Ministre de la Justice, Marco Buschmann (FDP), avait rappelé que la désobéissance civile n'était « ni une justification, ni une excuse ». Cette polémique, rapidement balayée par Mme Lemke qui qualifiait finalement ses positions de « identiques à celles de son homologue Buschmann », a pris une dimension toute car elle intervenait le même jour que la nomination de Jennifer MORGAN au ministère des affaires étrangères.

## TRANSPORTS

### 1. Guerre en Ukraine : le secteur des transports lourdement impacté

La guerre en Ukraine risque d'impacter fortement et durablement le secteur des transports en Allemagne. Les sanctions prises à l'égard de la Russie et les tensions sur l'approvisionnement auprès de fournisseurs tant russes qu'ukrainiens mettent en difficulté, à des degrés divers, les différents acteurs.

Le secteur automobile risque d'être l'un des plus touchés. Si les ventes en Russie des grands constructeurs allemands (Volkswagen, Mercedes-Benz et BMW) ne représentent qu'une petite part du chiffre d'affaires de ces groupes (souvent autour de 1 à 2 % du CA mondial), les craintes portent sur l'approvisionnement en matières premières – la Russie est l'un des premiers extracteurs de terres rares comme le palladium qui est utilisé dans la fabrication de batteries – et en produits intermédiaires – l'Ukraine est par exemple un grand producteur de faisceaux de câbles et de gaz néon, essentiels pour l'industrie automobile. Conséquence : le PDG de Volkswagen, H. Diess, bien que partisan de sanctions maximales à l'égard de la Russie, estime que cette guerre pourrait pénaliser l'industrie européenne plus profondément que la pandémie. Les pénuries d'approvisionnement ont déjà entraîné des premières mesures de chômage technique dans des usines automobiles (pour VW, sur ses sites de Zwickau, Dresde, Hanovre et Wolfsburg) et tous les constructeurs allemands ont suspendu temporairement leur production dans leurs usines russes et leurs exportations vers la Russie. Depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine, les trois grands constructeurs allemands affichent une chute de leurs cours de bourse entre 15 et 20 %.

Continental a également fermé son usine de Kalouga en Russie (1 300 employées) et a dit craindre de fortes hausses de ses coûts d'approvisionnement en matières premières, faisant ainsi chuter son cours de bourse de plus de 20 % depuis le début de la guerre.

Le secteur maritime est également affecté par la crise. Le principal armateur allemand, Hapag Lloyd, qui vient de réaliser un bénéfice record pour l'année 2021, a annoncé début mars qu'il cessait toute nouvelle réservation en lien avec la Russie, sauf pour le transport de denrées alimentaires. Jusqu'ici, sur ses plus de 600 destinations dans le monde, Hapag Lloyd desservait 4 ports russes à Saint-Petersbourg, Novorossiysk sur la mer Noire, Vladivostok et Vostochny sur la côte pacifique russe. Les principaux exploitants de terminaux portuaires, HHLA pour Hambourg et Eurogate pour Bremerhaven et Wilhelmshaven, ont dans un premier temps annoncé qu'ils n'acceptaient plus de conteneurs en provenance ou à destination de la Russie, avant d'annoncer le 11 mars une reprise des opérations russes pour les biens qui ne sont pas concernés par les sanctions prises à l'égard de la Russie.

Les principaux logisticiens allemands, DHL, DB Schenker et Kühne + Nagel, ont suspendu leurs expéditions vers et depuis la Russie, pour tous les types de fret. Ils ont également suspendu leurs opérations en Ukraine. DB Schenker compte par exemple 1 100 employés en Russie et 70 en Ukraine. Les entreprises allemandes de fret routier craignent une pénurie de chauffeurs (pour beaucoup d'Europe de l'Est, y compris d'Ukraine) et font face à des coûts de carburant exorbitants. La fédération allemande du transport de marchandises BGL estime que l'Allemagne va perdre 7 % de ses capacités de transport en raison de la guerre en Ukraine.

Dans le secteur ferroviaire, si la Deutsche Bahn est peu impactée sur son réseau et a annoncé la gratuité des transports pour les réfugiés ukrainiens sur 40 lignes internationales et un « pont ferroviaire » pour transporter en train des biens humanitaires jusqu'en Ukraine, l'industriel Siemens est lui engagé capitalistiquement dans le groupe russe Sinara aux côtés de l'oligarque russe Dmitry Pumpyanskiy, qui n'est pas pour l'instant inscrit sur la liste des sanctions de l'UE. Siemens Mobility a annoncé cesser toute nouvelle activité en Russie mais le devenir de sa participation dans Sinara reste en suspens. Le sujet est sensible pour Siemens, puisqu'après l'annexion de la Crimée en 2014, la Russie avait réussi à contourner les sanctions de l'UE, en expédiant en Crimée des turbines à gaz Siemens contre la volonté du groupe.

La compagnie aérienne Lufthansa a indiqué que les opérations en lien avec la Russie ne représentaient que 1 % du chiffre d'affaires du groupe. En outre, l'entreprise a couvert 63 % de sa consommation de kérosène prévue pour 2022 par des contrats dits de fuel hedging, qui lui permettent de limiter son exposition à la hausse brutale des prix du kérosène. Le groupe craint en revanche une saisie de ses actifs stockés en Russie, principalement des pièces de rechange, qui représentent « beaucoup d'argent » d'après un représentant du groupe. L'opérateur aéroportuaire Fraport détient lui une participation dans la société d'exploitation de l'aéroport de Saint-Petersbourg et dit craindre également une saisie de ses actifs en Russie.

## 2. Deutsche Bahn : investissements records en 2022, acquisition de trains Siemens, hausse des coûts de Stuttgart 21 et départ de Ronald Pofalla

Début février, la Deutsche Bahn a annoncé que 13,6 Md€ seraient investis en 2022 dans l'infrastructure ferroviaire par l'entreprise, le gouvernement fédéral et les Länder, en hausse de 900 M€ par rapport à 2021. 1 800 km de voies, 2 000 aiguillages, 140 ponts et 800 gares seront modernisés. La LGV Wendlingen-Ulm entrera en service cette année, réduisant le temps de trajet entre Stuttgart et Ulm d'un quart d'heure. Les investissements dans la numérisation du rail seront poursuivis, avec notamment une expansion du système ETCS.

Le groupe a annoncé une commande de 43 ICE 3 Neo supplémentaires à l'industriel Siemens, pour un montant d'1,5 Md€. La Deutsche Bahn porte à 73 son nombre total de trains ICE 3 Neo commandés, depuis une première commande de 30 d'entre eux en 2020. Le dernier train devra être livré en 2029 et ces commandes d'ICE 3 Neo augmenteront la capacité de la Deutsche Bahn de 32 000 sièges sur le segment longue distance.

Le projet ferroviaire controversé Stuttgart 21 devrait lui encore voir ses coûts augmenter pour atteindre, d'après un rapport de début février du cabinet de conseil PwC, plus de 9,15 Md€. Il s'agirait d'un triplement des coûts par rapport à ceux indiqués dans l'accord de financement signé en 2009 entre les autorités régionales du Bade-Wurtemberg et la Deutsche Bahn.

R. Pofalla a annoncé début mars qu'il quitterait fin avril son poste au conseil d'administration de la Deutsche Bahn. En charge depuis 7 ans de l'infrastructure au sein de la compagnie ferroviaire nationale, il était pendant longtemps pressenti pour succéder un jour à l'actuel PDG de la Deutsche Bahn, Richard Lutz. Affilié à la CDU, dont il a été le SG de 2005 à 2009, il invoque des raisons personnelles pour justifier son départ.

### 3. Hausse attendue des fonds fédéraux aux Länder pour faire face aux crises

Une conférence des ministres des transports, réunissant le Bund et les Länder, s'est tenue le 23 février. Les fonds de régionalisation, qui financent en grande partie les transports publics de proximité, devraient encore augmenter de 750 M€ en 2021 et de 3 Md€ à partir de 2023. Cette augmentation a été décidée dans le contexte du début de la guerre en Ukraine et de coûts de l'énergie croissants. Si la fédération des entreprises de transport allemandes (VDV) et la fédération de l'industrie ferroviaire allemande (VDB) se sont montrées satisfaites d'une telle hausse des moyens, le forum du transport allemand (DVF) les juge encore insuffisants, au regard des enjeux autour de l'énergie, de la construction et de la main d'œuvre et de la chute des recettes pendant la pandémie.

### 4. Tesla reçoit l'autorisation pour lancer sa gigafactory, Volkswagen annonce une nouvelle usine de véhicules électriques

Tesla a reçu le 4 mars le permis d'autorisation de construction pour sa Gigafactory à Grünheide, dans le Brandebourg. La construction de l'usine a débuté il y a plus de deux ans et le PDG de Tesla, Elon Musk, avait annoncé vouloir produire des véhicules dès juillet 2021, ce qui s'est avéré irréalisable en raison des longues procédures administratives, notamment environnementales, dont l'entreprise a dû s'acquitter. S'appuyant sur l'article 8a de la loi fédérale sur la protection contre les émissions (BlmSchG) qui instaure sous conditions un régime d'homologations provisoires, la construction a pu aller à son terme. De nombreux opposants au projet, principalement des riverains et des associations

de défense de l'environnement, avaient participé à une procédure d'enquête publique, qui ont permis aux autorités du Land de Brandebourg de construire un cahier des charges portant plus de 400 conditions que l'entreprise américaine doit respecter. L'entreprise entend livrer sa première Tesla Model Y le 22 mars. Une fois l'usine à plein régime, 500 000 véhicules devraient y être produits annuellement.

Le même jour de cette homologation officielle, Volkswagen a annoncé un investissement de 2 Mds € dans une nouvelle usine de production de véhicules électriques à Wolfsburg, siège historique de l'entreprise. Les modèles Trinity, des véhicules électriques autonomes de niveau 4, y seront produits. La construction débutera au printemps 2023 pour s'achever en 2026 et, à son rythme de croisière, l'usine permettra de produire 250 000 véhicules par an.

### 5. Volkswagen prépare l'entrée en bourse de Porsche

Volkswagen prépare l'entrée en bourse de sa filiale de voitures de sport Porsche AG. Le groupe est en négociations avancées avec son actionnaire principal, Porsche SE, pour introduire en bourse un quart des actions de Porsche AG et verser à ses actionnaires, en premier lieu les familles Porsche et Piëch, un dividende spécial de plusieurs milliards d'euros sur le produit de la vente. A l'annonce, les actions de VW ont gagné plus de 10% et celles de Porsche SE 15%. La valorisation de Porsche AG oscillerait entre 60 et 100 Md€ et le volume d'émission serait de 15 à 25 Md€, ce qui placerait une telle entrée en bourse parmi les plus grandes jamais réalisées, à l'instar de celles d'Alibaba, Softbank ou Bank of China.

## 6. Bosch investit 250 M€ supplémentaires dans les semiconducteurs

Pour parer à la pénurie mondiale de semiconducteurs, l'équipementier Bosch a annoncé investir 250 M€ supplémentaires pour développer sa production interne à Reutlingen (Bade-Wurtemberg). Cet investissement s'ajoute aux 400 M€ déjà prévus en 2022 sur les sites de Dresde, Reutlingen et Penang en Malaisie. La ministre de l'économie du Bade-Wurtemberg, N. Hoffmeister-Kraut, parle d'une « contribution substantielle au développement et à la sécurisation des chaînes de valeur et de livraison de semiconducteurs dont l'Europe a un besoin urgent ».

## 7. Avancées attendues pour les projets de ports GNL allemands

La guerre en Ukraine et ses conséquences – suspension du gazoduc Nord Stream 2 et hausse du prix du gaz – ont donné un coup d'accélérateur aux projets de terminaux au GNL, dont l'Allemagne ne dispose pas encore. Les montants d'investissement évoqués s'élèvent à 1,5 Md€. Les villes de Stade (Basse-Saxe) et Brunsbüttel (Schleswig-Holstein) sont jugées en pole position. Stade devrait déposer son dossier cet été, avec une procédure d'autorisation qui devrait s'étaler un an à un an et demi. Le projet de terminal à Stade prévoit 800 M€ d'investissements, auxquels s'ajoutent 150 à 200 M€ pour les installations portuaires publiques. S'agissant de Brunsbüttel, le ministre fédéral de l'économie R. Habeck (Verts) et le ministre-président du Schleswig-Holstein D. Günther (CDU) ont convenu début mars d'accélérer au maximum la mise en œuvre du projet.

## ENTREPRISES ET INTERNATIONAL

### 1. Les exportations allemandes sont plus élevées qu'avant la pandémie

Malgré les goulets d'étranglement et les problèmes de chaîne d'approvisionnement, l'Allemagne a exporté plus l'année dernière qu'avant la crise du coronavirus, et dépassé le niveau de 2019. Les exportations de biens ont atteint un niveau record de 1 375 Md€ (soit une augmentation de 14 %, selon l'Office fédéral de la statistique). Les importations ont augmenté de 17 % (1 202 Md€) et ont également dépassé le niveau de 2019, notamment en raison de la forte hausse des prix des importations d'énergie. Cet essor des exportations est surtout stimulé par les États-Unis et la Chine. En effet, la demande des États-Unis pour des produits « Made in Germany » a augmenté 18 % en 2021. Les États-Unis restent ainsi le 1<sup>er</sup> client de l'Allemagne, suivis de la Chine (les exportations vers cette dernière ont augmenté de 8 %). La plupart des importations en 2021 provenaient par ailleurs de Chine (142 Md€ en 2021), en augmentation de 21 % par rapport à l'année précédente.

### 2. Les entreprises demandent plus d'ouverture en matière d'immigration pour les emplois non qualifiés

Le manque de travailleurs non ou faiblement qualifiés est de plus en plus visible en Allemagne. Le pays manque ainsi de main d'œuvre dans les emplois d'aide à la personne et les professions semi-qualifiées (personnel au sol dans les

aéroports, employés dans les hôtels, livreurs de colis, etc.). La Deutsche Bahn souhaite embaucher 21 000 personnes en 2022, dont de nombreux travailleurs non-qualifiés. Selon Herbert Brücker, expert en migration à l'Institut de recherche sur l'emploi de Nuremberg (IAB), une immigration nette de plus de 400 000 personnes par an est nécessaire « si nous voulons atteindre une croissance similaire à celle de la dernière décennie ». Dès lors, de nombreuses entreprises (Fraport, Deutsche Bahn, secteur de l'hôtellerie) exigent plus d'ouverture en matière d'immigration pour les activités non qualifiées, qu'elles estiment absentes des débats sur l'immigration.

Herbert Brücker précise également qu'il existe encore un grand réservoir inutilisé : l'IAB estime à plus de 30 % le taux de chômage parmi les personnes immigrées en âge de travailler. La cause souvent évoquée est la lourdeur de la bureaucratie, qui empêche souvent les migrants d'accéder à un emploi, ce que le ministre fédéral de l'Économie, Robert Habeck, veut changer. « Notre objectif est de rendre la transition du droit d'asile à la vie active plus ouverte », a-t-il déclaré.

### 3. Zalando réalise pour la première fois un chiffre d'affaires de 10 milliards d'euros

Le plus grand détaillant de mode en ligne d'Europe a augmenté ses ventes de près de 30 % en 2021, atteignant 10,4 Md€ de chiffre d'affaires. Cependant, Zalando s'attend à un ralentissement de la croissance en 2022, avec une augmentation des ventes prévue entre 12 et 19 % pour atteindre un maximum de 12,3 Md€. Zalando, comme Asos et Boohoo (Royaume-Uni), ou encore son concurrent hambourgeois en pleine croissance About You, a profité de la

fermeture des magasins physiques pendant la crise sanitaire : « Depuis l'été, nous assistons à une normalisation de la demande. Nous nous attendons à ce que cela continue cette année », a déclaré David Schröder, CFO de Zalando.

Zalando compte aujourd'hui plus de 48 M de clients dans 23 pays européens (10 M de plus qu'à la fin 2020). L'entreprise mise sur un modèle de plateforme, permettant à des détaillants de vendre leurs produits moyennant une rétribution pour l'accès à la plateforme et aux services logistiques. Plus de 5 800 partenaires et près de 7 000 magasins physiques sont aujourd'hui connectés à Zalando, les ventes qui y sont réalisées représentant 30% de la valeur brute des marchandises. Si les effets de la guerre en Ukraine n'ont pas encore été pris en compte dans les chiffres, Zalando prévoit cependant qu'elle aura un impact majeur pour ses clients d'Europe centrale et orientale.

### 4. Le patronat accueille avec méfiance le projet européen sur la loi de vigilance

Le 23/02, la Commission européenne a officiellement présenté son projet de loi de vigilance sur la chaîne d'approvisionnement (Lieferkettengesetz). Elle comprend notamment l'obligation pour les entreprises d'au moins 500 employés (et avec un chiffre d'affaires de plus de 150 M€/an) de s'assurer que leurs fournisseurs respectent les normes en matière de droits de l'homme et d'environnement. Cette proposition de Bruxelles est ainsi plus exigeante que la loi allemande portant sur le même sujet, qui devait s'appliquer dès 2023 aux entreprises de plus de 3 000 employés, et de plus de 1 000 employés à partir de 2024.

Le gouvernement allemand a accueilli positivement ce projet. La Ministre du

Développement Svenja Schulze (SPD) estime qu'en tant que 2ème plus grand espace économique mondial, l'UE porte la responsabilité de sa production dans d'autres parties du monde. De même, le Ministre du Travail Hubertus Heil (SPD) a salué la proposition, soulignant la nécessité d'établir des normes. Enfin le Ministre fédéral de la Justice, Marco Buschmann (FDP), a valorisé les thèmes de la durabilité et de la diligence raisonnable des entreprises, tout en insistant sur le fait que ces exigences devaient être réalisables et traitées de manière juridiquement sûre pour les PME.

Le monde économique allemand s'est en revanche montré critique. Selon le directeur général de la Fédération des associations patronales allemandes (BDA), « les PME ne peuvent pas être tenues de surveiller l'ensemble de leur chaîne de valeur, et encore moins d'exercer une influence appropriée sur des tiers dans des régions éloignées. ». A l'inverse, l'Initiative Supply Chain Act, un groupement de syndicats, d'associations environnementales et d'organisations de défense des droits de l'homme, a critiqué l'étroitesse du projet, des secteurs comme les transports, la construction, l'énergie et la finance n'étant pas définis comme secteurs à risque nécessitant des obligations plus strictes.

## 5. La pandémie apporte une croissance record à l'industrie pharmaceutique

La pandémie de coronavirus a permis à l'industrie pharmaceutique d'enregistrer sa plus forte hausse des ventes depuis des décennies en 2021. Elle a ainsi généré près de 100 Md\$ de revenus supplémentaires provenant des vaccins et des médicaments contre le Covid-19. En 2022, les revenus Covid devraient être encore plus

élevés, avant des projections à la baisse à partir de 2023.

Selon le Handelsblatt, les 20 fabricants de médicaments répertoriés avec le chiffre d'affaires le plus élevé ont augmenté leurs revenus pharmaceutiques de 25 % en 2021, pour atteindre 715 Md\$, dont 16% au seul titre des vaccins et médicaments Covid, 2e catégorie la plus importante sur le marché pharmaceutique après les médicaments anticancéreux. Le géant pharmaceutique américain Pfizer est, de loin, l'acteur le plus puissant du marché Covid (37 Md\$ de chiffre d'affaires en 2021), son vaccin Comirnaty (conçu par Biontech) ayant fait augmenter ses ventes totales de 94%.

## 6. Olaf Scholz annonce l'augmentation des dépenses de défense en réponse à la « guerre de Poutine »

En réaction à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le chancelier Olaf Scholz a annoncé que l'Allemagne allait augmenter fortement ses dépenses de défense, pour les porter à plus de 2% de son PIB. « Nous devons investir davantage dans la sécurité de notre pays pour protéger la liberté et la démocratie », a déclaré Scholz lors d'une session extraordinaire de la chambre basse du Parlement du Bundestag. O. Scholz a également déclaré que le gouvernement allait mettre en place un fonds spécial de 100 Md€ consacré aux investissements militaires dès 2022.

Selon les statistiques de l'OTAN, l'Allemagne aurait consacré 1,53% de son PIB à la défense en 2021. La même année, le budget total de la défense de l'Allemagne était de 47 Mds€.

## 7. Les effets de la guerre en Ukraine sur les chaînes d'approvisionnement allemandes

Les conséquences de la guerre sur l'économie et les entreprises allemandes se traduisent par la hausse des prix (notamment de l'énergie), mais aussi sur la chaîne d'approvisionnement dont la logistique est particulièrement affectée (avec par exemple le manque de 100 000 chauffeurs polonais, ukrainiens, biélorusses et russes). Concernant les matières premières, les pénuries s'exacerbent : on note une crainte de fortes tensions sur l'approvisionnement sur les énergies fossiles, sur le palladium (dont la Russie est le 2<sup>e</sup> exportateur mondial et qui est essentiel pour la fabrication de catalyseurs), ou encore le nickel (essentiel pour l'électrique, la Russie représentant 44% des importations en Allemagne). Les usines Porsche ont par exemple dû cesser temporairement la production de leur modèle électrique du fait du prix du nickel. Skoda, la filiale de Volkswagen, subit une « pénurie critique » de livraisons de pièces de plusieurs fournisseurs en Ukraine. L'ensemble des entreprises automobiles allemandes rapporte des conséquences directes sur leur production. Au cours des 6 prochains mois, un impact négatif sur la production de véhicules allant jusqu'à 400 000 voitures pourrait toucher l'Europe par manque de systèmes de câblage (les câbles représentent 95% des exportations automobiles de l'Ukraine), prédit Frank Biller, analyste de l'industrie chez LBBW (Landesbank Baden-Württemberg).

## 8. Intel annonce la construction de deux usines de puces à Magdebourg

Pat Gelsinger, PDG d'Intel, a annoncé le 15 mars 2022 sa décision d'installer 2 usines de puces ultramodernes à Magdebourg (Saxe-Anhalt) pour 17 Md€, ce qui représente « le plus gros investissement de l'histoire » de l'Allemagne, qui devient alors le premier site de l'initiative européenne d'Intel (incluant également des sites en France, en Italie, en Pologne et en Espagne). La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, salue l'annonce d'Intel comme le premier succès de la loi européenne sur les puces, qui dispose que les projets dans ce secteur peuvent être financés à la fois par l'UE et par les États membres. Les subventions nationales et européennes liées à cette implantation industrielle pourraient représenter 40 % du coût du projet. Le ministre de l'Économie et du Climat, Robert Habeck, a également déclaré lors d'une conférence de presse conjointe avec Intel qu'il était fier que Magdebourg ait remporté la course parmi 80 candidats. « Il est important de localiser davantage de fabricants de semi-conducteurs en Europe, afin d'accroître la résilience de l'économie, mais aussi parce que l'industrie informatique est nécessaire pour faire face au changement climatique », a-t-il déclaré. Intel emploiera alors 3 000 personnes, et plus de 10 000 autres employés issus de fournisseurs qui s'installeront autour des usines. L'emplacement pourrait même être étendu à un maximum de 10 fabs.

## NUMERIQUE- INNOVATION

### 1. Le sommet européen de l'espace s'est tenu le 16 février à Toulouse

Lors du sommet du 16 février 2022, des ministres responsables de l'espace européen, la Commission européenne et le directeur général de l'ESA, M. Aschbacher, ont présenté des propositions pour de nouvelles initiatives spatiales européennes. Les initiatives présentées lors de ce sommet comprennent par exemple la mise en place d'un accélérateur "Space for Green Future" visant à mettre en commun les données et les capacités européennes afin de pouvoir, entre autres, modéliser et prédire les changements climatiques de manière encore plus précise à l'avenir. Une initiative portant sur des communications plus sécurisées dans l'espace a également été présentée.

La coordinatrice pour la politique aérospatiale allemande au ministère fédéral de l'Économie et du climat (BMWK), le Dr Anna Christmann, a indiqué se réjouir de cette initiative et qu'elle « veillerai[t] à ce que l'Allemagne participe activement aux discussions qui vont maintenant avoir lieu entre les États membres. ».

## 2. Le tribunal administratif de Cologne juge la loi NetzDG non conforme au droit européen

Le tribunal administratif de Cologne a rendu début mars un verdict en première instance en faveur de Google et Meta, qui avaient attaqué la loi sur l'application des réseaux (NetzDG). Ce texte, dont l'Allemagne est dotée depuis 2017 et qu'elle a renforcé en 2021, exige que les réseaux sociaux de plus de 2M d'utilisateurs inscrits en Allemagne suppriment localement tout contenu manifestement illégal dans les 24 heures suivant son signalement. Le tribunal a jugé que ce texte enfreignait le droit européen et était donc en partie inapplicable. Les plaignants Meta et Google contestaient notamment l'article 3a de la

loi, qui oblige les plateformes à transmettre automatiquement certains contenus présumés illicites à l'Office fédéral de la police criminelle (BKA). Selon le tribunal, l'obligation de notification se heurte au principe du pays d'origine de la directive européenne sur le commerce électronique, qui veut que les réseaux sociaux soient en principe soumis à la réglementation du pays dans lequel ils ont leur siège européen. Pour Youtube, Facebook et consorts, seules les règles irlandaises s'appliqueraient donc. Le gouvernement fédéral avait invoqué des clauses d'exception de la directive, mais le tribunal administratif indique que « le législateur n'a pas mis en œuvre la procédure de consultation et d'information prévue pour les exceptions, ni réuni les conditions d'une procédure d'urgence ». Le tribunal donne des pistes au gouvernement pour se mettre en conformité avec le droit européen : il se prononce en faveur d'une procédure dite de « quick freeze », où les contenus présumés illégaux seraient transmis au BKA tandis que les fournisseurs d'accès à Internet gèreraient temporairement les données utilisateur attribuées à l'adresse IP sur indication de la plateforme ; ce qui permettrait de ne demander les données personnelles que lorsque des poursuites sont engagées. L'article 4a, qui désigne l'Office fédéral de la justice (BfJ) comme autorité de surveillance de la NetzDG, est également, d'après le tribunal de Cologne, contraire au droit européen, en particulier à la directive sur les services de médias audiovisuels, qui exige une surveillance indépendante pour les plateformes de partage de vidéos comme Youtube, ce qui n'est pas le cas du BfJ, qui dépend du ministère fédéral de la justice. Les décisions relevant de la procédure au fond sont encore attendues. Les parties peuvent faire

appel de la décision devant le tribunal administratif supérieur.

### 3. Gorillas veut lever 700 M\$ supplémentaires

K. Sumer, le PDG de la plateforme de livraison de denrées alimentaires Gorillas, a annoncé qu'il prévoyait de lever 700 M\$ supplémentaires cette année. Il estime que l'année 2021 a non seulement été celle où Gorillas est devenu le « leader paneuropéen incontesté », mais que l'entreprise a également tracé une voie claire vers la rentabilité. En octobre, la scaleup allemande a déjà levé 1 Md\$, la valorisant à 3 Md\$. L'entreprise est déjà active dans plusieurs pays européens (Allemagne, France, UK, etc.), dans un marché fortement concurrentiel (Gopuff, Flink, Jokr, Zapp, Getir) mais en cours de consolidation (Getir vise une valorisation prochaine de 12 Md\$, acquisition par Gorillas du français Frichti, etc.).

### 4. Evaluation des conditions de travail au sein des plateformes allemandes

Pour la deuxième fois, le projet Fairwork a publié un rapport annuel sur l'économie des plateformes en Allemagne. Ont été examinées différentes plateformes numériques allemandes

puis notées et classées en fonction de leurs conditions de travail. Les plateformes Lieferando (9 sur 10), Wolt et Zenjob (7 sur 10) occupent les premières places, tandis que Gorillas, Helping (2 sur 10) et les applications de taxis FreeNow et Uber (1 sur 10) sont les plus mal notées.

### 5. Un poste de cybersécurité sur six vacant dans l'administration fédérale

Dans une réponse au groupe parlementaire die Linke, le gouvernement fédéral a reconnu qu'un poste sur six de sécurité informatique dans l'administration fédérale était vacant : 600 postes sur 3 600 sont donc à pourvoir. Dans le domaine du ministère fédéral de l'intérieur (BMI), ce ratio monte même à 1 sur 5. L'experte numérique du groupe de gauche radicale, A. Domscheit-Berg, a vertement critiqué ce manque de personnel, pointant le danger qui pesait dans le contexte de la guerre en Ukraine.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)